



Cellule d'analyse européenne

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur
les échanges, au moyen du système européen d'information sur les casiers judiciaires
(ECRIS), d'informations extraites des casiers judiciaires entre les États membres
COM(2017)341
29 juin 2017**

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant
création d'un système centralisé permettant d'identifier les États membres détenant des
informations relatives aux condamnations concernant des ressortissants de pays tiers et des
apatrides, qui vise à compléter et à soutenir le système européen d'information sur les
casiers judiciaires (système ECRIS-TCN), et modifiant le règlement (UE) n° 1077/2011
COM(2017)344
29 juin 2017

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur
le fonctionnement de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes
d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice
(eu-LISA)
COM(2017)346
29 juin 2017**

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL relatif à
l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande
échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice, modifiant le règlement (CE)
n° 1987/2006 et la décision 2007/533/JAI du Conseil et abrogeant le
règlement (UE) n° 1077/2011
COM(2017)352
29 juin 2017

Résumé: Ce paquet est le septième train de mesures destinées à mettre en œuvre le Programme européen en matière de sécurité. Il vise à rendre interopérables les systèmes d'information de l'Union européenne.

Contexte

Le 28 avril 2015, la Commission européenne a publié son programme en matière de sécurité¹, qui vise à améliorer la coopération entre les autorités nationales dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et d'autres formes graves de criminalité transfrontalière.

¹ Voir COM(2015)185 du 28 avril 2015.

Ce programme en matière de sécurité plaide notamment en faveur d'une amélioration du **système européen d'information sur les casiers judiciaires** (*European Criminal Records Information System* ou **ECRIS**).

L'**ECRIS** actuel est un système informatique décentralisé d'échanges d'informations entre les États membres de l'UE sur les condamnations de ressortissants de l'UE, fondé sur les bases de données relatives aux casiers judiciaires de chaque État membre. Il est opérationnel depuis avril 2012 et il est utilisé par tous les États membres.

L'année dernière, la Commission a publié une proposition de directive visant à inclure dans ECRIS des informations concernant les ressortissants de pays tiers ou les personnes apatrides (RPT) ayant un casier judiciaire, y compris leurs empreintes digitales. Cette proposition² n'a pas encore été adoptée par le Parlement européen ou le Conseil.

Eu-LISA, l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle a été fondée en décembre 2012. Son siège se situe en Estonie et ses activités opérationnelles sont menées depuis la France (Strasbourg).

La Commission a confié à eu-LISA la mission de développer et de gérer l'interopérabilité des systèmes européens d'information. L'amélioration de l'interopérabilité est un des objectifs du programme précité en matière de sécurité.

Eu-LISA gère pour l'instant le système d'information Schengen (SIS II), le système d'information sur les visas (VIS) et la banque de données des empreintes digitales Eurodac.

Contenu

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur les échanges, au moyen du système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), d'informations extraites des casiers judiciaires entre les États membres - COM(2017)341

Dans ce document, la Commission fait rapport, pour la première fois, sur l'échange de données extraites des casiers judiciaires entre les États membres, par le biais d'ECRIS. Ce document se compose de chiffres et de graphiques concernant un grand nombre de paramètres (par exemple, le nombre d'informations échangées, le nombre de notifications relatives à de nouvelles condamnations et le nombre de demandes d'informations).

Proposition de RÈGLEMENT DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL portant création d'un système centralisé permettant d'identifier les États membres détenant des informations relatives aux condamnations concernant des ressortissants de pays tiers et des apatrides, qui vise à compléter et à soutenir le système européen d'information sur les casiers judiciaires (système ECRIS-TCN), et modifiant le règlement (UE) n° 1077/2011³-COM(2017)344

² COM(2016)7 du 19 janvier 2016.

³ RÈGLEMENT (UE) n° 1077/2011 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 25 octobre 2011 portant création d'une agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice.

	Contenu	Commentaire
1	Étendre le système ECRIS au système “ECRIS-TCN”	Dans le système ECRIS-TCN, les États membres pourront plus facilement rechercher les États membres disposant d’informations relatives aux condamnations de ressortissants de pays tiers. Jusqu’à présent, l’État membre qui souhaite ces informations doit adresser une “demande générale d’information” à tous les autres États membres.
2	Centraliser ECRIS-TCN	Instaurer un système centralisé pour traiter efficacement les informations relatives à l’identité de ressortissants de pays tiers et d’apatrides qui ont subi une condamnation dans un État membre. Avec cette mesure, la commission abandonne également l’échange décentralisé d’empreintes digitales anonymisées, tel que proposé en janvier 2016 ⁴ .
3	Gestion par eu-LISA et interopérabilité	Eu-LISA assurera le développement et la gestion du système ECRIS-TCN en veillant à son intégration dans le système ECRIS. La centralisation du système permet de le connecter à d’autres banques centrales de données de l’Union européenne.
4	Coûts	Un montant de 13 millions d’euros sous forme de frais uniques a déjà été inscrit au budget de l’Union européenne ; pour le développement du système ECRIS-TCN, cinq collaborateurs supplémentaires viendront renforcer l’effectif d’eu-LISA en 2018.
5	Base juridique	L’article 82, paragraphe 1 ^{er} , d), du TFUE ⁵ qui habilite l’Union européenne à intervenir dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et à promouvoir la coopération entre les autorités judiciaires ou analogues des États membres.

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL sur le fonctionnement de l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace de liberté, de sécurité et de justice (eu-LISA) - COM(2017)346

Dans ce document, la Commission formule des recommandations en se fondant sur l’évaluation externe des activités de l’eu-LISA pendant la période 2012-2015 par l’entreprise Ernst&Young.

La Commission aboutit à la conclusion que le Règlement (UE) n° 1077/2011 portant création de l’eu-LISA doit être adapté aux défis auxquels est confrontée l’Union européenne en matière de migration et de sécurité. C’est pourquoi elle a publié, le 29 juin 2017, le document COM(2016)352 (cf. infra).

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à l'Agence européenne pour la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle au sein de l'espace

⁴ Voir note 2.

⁵ Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

de liberté, de sécurité et de justice, modifiant le règlement (CE) n° 1987/2006 et la décision 2007/533/JAI du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 1077/2011 - COM(2017)352

	Contenu	Commentaire
1	Nouvelles missions de l'eu-LISA	Développement et gestion: - du système d'entrée/sortie (EES) ⁶ - de DubliNet, le canal de communication pour l'application du règlement Dublin ⁷ - du système européen d'autorisation et d'information concernant les voyages (ETIAS) ⁸ - du mécanisme d'attribution de Dublin ⁹ - du système ECRIS-TCN ¹⁰ .
2	Modification du fonctionnement interne de l'eu-LISA	- modification du fonctionnement du conseil d'administration - création de groupes consultatifs au sein de l'eu-LISA sur le SIS II, le VIS, Eurodac, l'EES, ETIAS, le système ECRIS-TCN. Chacun de ces groupes est composé d'un représentant de chaque État membre.
3	Interopérabilité	L'eu-LISA fera le nécessaire pour parvenir à une interopérabilité totale des systèmes d'information actuels et futurs de l'UE.
4	Coûts	À partir de 2018 : 78 millions d'euros supplémentaires pour l'élargissement du mandat et le recrutement de 52 membres du personnel supplémentaires.
5	Base juridique	L'article 74 du TFUE confère à l'UE le droit d'encourager et de renforcer la coopération administrative entre les services compétents des administrations des États membres. Les articles 77, paragraphe 2, points a) et b), 78, paragraphe 2, point e), 79, paragraphe 2, point c), 85, paragraphe 1 ^{er} , 87, paragraphe 2, point a), et 88, paragraphe 2, point a), du TFUE constituent la base juridique des systèmes d'information gérés par cette agence. Les articles 82, paragraphe 1 ^{er} , point d), et 87, paragraphe 2, point a), confèrent par ailleurs respectivement à l'UE le droit d'agir en matière de coopération judiciaire en matière pénale et de prendre des mesures relatives à la collecte, le stockage, le traitement, l'analyse et l'échange d'informations en vue de mettre en place une coopération policière.

Contexte belge et suivi en commissions à la Chambre

L'autorité responsable d'ECRIS en Belgique est le service du Casier judiciaire central du SPF Justice.

⁶ Cf. COM(2016)194 du 6 avril 2016.

⁷ Cf. COM(2016)272 du 4 mai 2016.

⁸ Cf. COM(2016)731 du 16 novembre 2016.

⁹ Cf. COM(2016)270 du 4 mai 2016.

¹⁰ Voir *supra* dans cette fiche.

Les commissions compétentes de la Chambre :

- Commission de la Justice ;
- Commission de l'Intérieur ;
- Commission de l'Infrastructure ;
- Comité d'avis chargé des Questions européennes (à titre informatif).

Réactions

- Dans ses conclusions, le Conseil européen des 22 et 23 juin 2017 s'est engagé à faciliter « les échanges rapides et ciblés d'informations entre les services répressifs » et à améliorer « l'interopérabilité des bases de données ». ¹¹
- L'interopérabilité des systèmes d'information est également un des dossiers prioritaires de l'actuelle présidence estonienne du Conseil de l'UE.
- Lors d'une réunion de la Commission de la Justice de la Chambre fin 2016 ¹², le ministre belge de la Justice a déclaré être « partisan d'une extension d'ECRIS » aux « citoyens de pays hors-UE qui ont commis un délit sur le territoire européen ».

Pour en savoir plus

Les documents peuvent être consultés aux adresses suivantes :

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-341-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-344-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-346-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-352-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

Descripteurs Eurovoc

COM(2017)341	<i>système d'information - casier judiciaire - État membre UE - coopération judiciaire pénale (UE) - coopération policière (UE) - échange d'information - espace judiciaire européen</i>
COM(2017)344	<i>ressortissant étranger - système d'information - casier judiciaire - État membre UE - coopération judiciaire pénale (UE) - coopération policière (UE) - échange d'information - espace judiciaire européen</i>
COM(2017)346	<i>migration - sécurité européenne - système d'information - droit des étrangers - données personnelles - frontière extérieure de l'UE - organisme de l'UE - échange d'information - espace de liberté, sécurité et justice - système d'information Schengen</i>

¹¹ EUCO 8/17.

¹² CRABV 54 COM 543 du 23 novembre 2016, p.13.

COM(2017)352	<i>migration illégale - sécurité européenne - système d'information - droit des étrangers - données personnelles - frontière extérieure de l'UE - Organisme de l'UE - échange d'information - espace de liberté, sécurité et justice - système d'information Schengen</i>
--------------	---

Subsidiarité

Le délai pour formuler un avis de subsidiarité concernant la proposition de règlement COM(2017)344 expire le **20 octobre 2017**.

Le délai pour formuler un avis de subsidiarité concernant la proposition de règlement COM(2017)352 expire le **23 octobre 2017**.

Rédaction : *Katrien Joos, conseillère adjointe – tél. 02 549 81 64 – 6 octobre 2017 – katrien.joos@lachambre.be*



Europese Analysecel

VERSLAG VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
betreffende de uitwisseling via het Europees Strafreger Informatiesysteem (ECRIS) van
informatie uit de strafregisters tussen de lidstaten
COM(2017)341
29 juni 2017

Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
tot invoering van een gecentraliseerd systeem voor de vaststelling welke lidstaten over
informatie beschikken inzake veroordelingen van onderdanen van derde landen en
staatlozen (TCN) ter aanvulling en ondersteuning van het Europees Strafreger
Informatiesysteem (ECRIS-TCN) en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1077/2011
COM(2017)344
29 juni 2017

VERSLAG VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
over het functioneren van het Europees Agentschap voor het operationeel beheer van
grootschalige IT-systemen op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht (eu-LISA)
COM(2017)346
29 juni 2017

Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD
betreffende het Europees Agentschap voor het operationeel beheer van grootschalige IT-
systemen op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht, tot wijziging van Verordening
(EG) nr. 1987/2006 en Besluit 2007/533/JBZ en tot intrekking van Verordening (EU) nr.
1077/2011
COM(2017)352
29 juni 2017

Samenvatting: Dit pakket is het zevende implementatiepakket van de Europese Veiligheidsagenda. Het beoogt de interoperabiliteit van de EU-informatiesystemen.

Achtergrond

Op 28 april 2015 publiceerde de Europese Commissie haar Veiligheidsagenda¹, die gericht is op een betere samenwerking tussen de nationale autoriteiten bij de bestrijding van terrorisme en andere vormen van ernstige grensoverschrijdende criminaliteit.

In de Veiligheidsagenda wordt onder meer gepleit voor een verbetering van het **Europees Strafreger Informatiesysteem** (*European Criminal Records Information System* of **ECRIS**).

¹ Zie COM(2015)185 van 28 april 2015.

Het huidige **ECRIS** is een gedecentraliseerd elektronisch systeem voor het uitwisselen van informatie tussen de EU-lidstaten over veroordelingen van EU-onderdanen, gebaseerd op de strafregisterdatabanken in elke lidstaat. Het is operationeel sinds april 2012 en wordt door alle lidstaten gebruikt.

Vorig jaar publiceerde de Commissie een ontwerprichtlijn inzake de opname in ECRIS van informatie over derdelanders en staatlozen (*third country nationals* of TCN) met een strafblad, waaronder ook hun vingerafdrukken. Dit voorstel² werd nog niet door het Europees Parlement of de Raad goedgekeurd.

Eu-LISA of het Europees Agentschap voor het operationeel beheer van grootschalige IT-systemen werd opgericht in december 2012. Het hoofdkwartier is gevestigd in Estland, de operationele activiteiten worden geleid vanuit Frankrijk (Straatsburg).

De Commissie ziet voor eu-LISA de taak weggelegd de interoperabiliteit van de EU-informatiesystemen te ontwikkelen en te beheren. Het streven naar betere interoperabiliteit maakt deel uit van de voornoemde Veiligheidsagenda.

Eu-LISA beheert momenteel het Schengeninformatiesysteem (SIS II), het visuminformatiesysteem (VIS) en de vingerafdrukkendatabank Eurodac.

Inhoud

VERSLAG VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD betreffende de uitwisseling via het Europees Strafregister Informatiesysteem (ECRIS) van informatie uit de strafregisters tussen de lidstaten - COM(2017)341

De Commissie brengt hier voor het eerst verslag uit over de uitwisseling van strafregistergegevens tussen de lidstaten, via ECRIS. Dit document bestaat uit cijfers en grafieken over tal van parameters (bijv. aantal uitgewisselde berichten, aantal kennisgevingen over nieuwe veroordelingen en aantal verzoeken om informatie).

Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD tot invoering van een gecentraliseerd systeem voor de vaststelling welke lidstaten over informatie beschikken inzake veroordelingen van onderdanen van derde landen en staatlozen (TCN) ter aanvulling en ondersteuning van het Europees Strafregister Informatiesysteem (ECRIS-TCN) en tot wijziging van Verordening (EU) nr. 1077/2011³ - COM(2017)344

² COM(2016)7 van 19 januari 2016.

³ VERORDENING (EU) Nr. 1077/2011 VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD van 25 oktober 2011 tot oprichting van een Europees Agentschap voor het operationeel beheer van grootschalige IT-systemen op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht.

	Inhoud	Toelichting
1	ECRIS uitbreiden met een “ECRIS-TCN”	Lidstaten zullen in ECRIS-TCN op een eenvoudigere manier kunnen nagaan welke lidstaat informatie heeft over een veroordeling van een derdelander. Momenteel moet een lidstaat die deze informatie wenst naar alle andere lidstaten een “algemeen verzoek om informatie” zenden.
2	ECRIS-TCN centraliseren	Een gecentraliseerd systeem instellen voor de efficiënte verwerking van identiteitsgegevens van derdelanders en staatlozen die in een lidstaat werden veroordeeld. De Commissie stapt daarmee ook af van de gedecentraliseerde uitwisseling van anoniem gemaakte vingerafdrukken, zoals voorgesteld in januari 2016 ⁴ .
3	Beheer door eu-LISA en interoperabiliteit	Eu-LISA zal ECRIS-TCN ontwikkelen en beheren en zorgen voor de integratie ervan in ECRIS. Door het systeem te centraliseren, wordt koppeling met andere centrale EU-databanken mogelijk.
4	Kosten	13 miljoen euro aan eenmalige kosten, die al in de EU-begroting waren opgenomen. Er zullen voorts voor de ontwikkeling van ECRIS-TCN bij eu-LISA in 2018 vijf extra personeelsleden worden aangeworven.
5	Rechtsgrondslag	Artikel 82, eerste lid, d), van het VWEU ⁵ dat de EU het recht verleent op te treden op het gebied van justitiële samenwerking in strafzaken en de samenwerking tussen de justitiële of gelijkwaardige autoriteiten van de lidstaten te bevorderen.

VERSLAG VAN DE COMMISSIE AAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD over het functioneren van het Europees Agentschap voor het operationeel beheer van grootschalige IT-systemen op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht (eu-LISA) - COM(2017)346

In dit document formuleert de Commissie aanbevelingen naar aanleiding van de externe evaluatie van de activiteiten van eu-LISA gedurende de periode 2012-2015 door het bedrijf Ernst & Young.

De Commissie komt tot de conclusie dat Verordening (EU) nr. 1077/2011 tot oprichting van eu-LISA moet worden aangepast aan de uitdagingen in de EU op het stuk van migratie en veiligheid. Daarom publiceerde zij op 29 juni 2017 COM(2016)352 (zie infra).

Voorstel voor een VERORDENING VAN HET EUROPEES PARLEMENT EN DE RAAD betreffende het Europees Agentschap voor het operationeel beheer van grootschalige IT-systemen op het gebied van vrijheid, veiligheid en recht, tot wijziging van Verordening (EG)

⁴ Zie voetnoot 2.

⁵ Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

nr. 1987/2006 en Besluit 2007/533/JBZ en tot intrekking van Verordening (EU) nr. 1077/2011 - COM(2017)352

	Inhoud	Toelichting
1	Nieuwe taken van eu-LISA	Ontwikkeling en beheer van: - het inreis-uitreis-systeem (EES) ⁶ - DubliNet, het communicatiekanaal voor de toepassing van de Dublinverordening ⁷ - het Europees systeem voor reisinformatie en -autorisatie (ETIAS) ⁸ - het Dublin-toewijzingsmechanisme ⁹ - het ECRIS-TCN-systeem ¹⁰ .
3	Aanpassing interne werking eu-LISA	- wijziging werking raad van bestuur - inrichting eu-LISA-adviesgroepen voor SIS II, VIS, Eurodac, EES, ETIAS en ECRIS-TCN. Per groep één lid per lidstaat.
2	Interoperabiliteit	Eu-LISA zal het nodige doen om te komen tot volledige interoperabiliteit van de huidige en toekomstige EU-informatiesystemen.
4	Kosten	vanaf 2018: 78 miljoen euro extra voor de uitbreiding van het mandaat en 52 extra personeelsleden
5	Rechtsgrondslag	Artikel 74 van het VWEU verleent de EU het recht om de administratieve samenwerking tussen de nationale overheidsdiensten aan te moedigen en te versterken. De artikelen 77, tweede lid, a) en b), 78, tweede lid, e), 79, tweede lid, c), 85, eerste lid, 87, tweede lid, a), en 88, tweede lid, a), van het VWEU vormen de rechtsgrondslagen voor de door dit agentschap beheerde informatiesystemen. De artikelen 82, eerste lid, d), en 87, tweede lid, a), bepalen voorts respectievelijk dat de EU het recht verleent op te treden op het gebied van justitiële samenwerking in strafzaken en voor de ontwikkeling van een politieke samenwerking maatregelen vast te stellen voor de verzameling, opslag, verwerking en uitwisseling van informatie.

Belgische context en opvolging in de Kamercommissies

De in België voor ECRIS verantwoordelijke autoriteit is de dienst Centraal Strafregister van de FOD Justitie.

⁶ Zie COM(2016)194 van 6 april 2016.

⁷ Zie COM(2016)272 van 4 mei 2016.

⁸ Zie COM(2016)731 van 16 november 2016.

⁹ Zie COM(2016)270 van 4 mei 2016.

¹⁰ Zie supra in deze fiche.

De bevoegde Kamercommissies:

- commissie voor de Justitie;
- commissie voor de Binnenlandse Zaken;
- commissie voor de Infrastructuur;
- adviescomité voor de Europese Aangelegenheden (ter informatie).

Reacties

- De Europese Raad van 22-23 juni 2017 beloofde in zijn conclusies “een snelle en gerichte uitwisseling van informatie tussen rechtshandavingsinstanties” te zullen “bevorderen” en “de interoperabiliteit van databanken” te zullen “verbeteren”¹¹.
- De interoperabiliteit van IT-systemen is ook één van de prioritaire dossiers van het huidige, Estse voorzitterschap van de Raad van de EU.
- De Belgische minister van Justitie verklaarde zich eind 2016 in een vergadering van de Kamercommissie Justitie¹² “voorstander van een uitbreiding van ECRIS” “tot de niet-EU-burgers die op Europees grondgebied een strafbaar feit gepleegd hebben”.

Voor meer informatie

De documenten kan u raadplegen op:

<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/NL/COM-2017-341-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/NL/COM-2017-344-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/NL/COM-2017-346-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>
<http://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/NL/COM-2017-352-F1-NL-MAIN-PART-1.PDF>

Eurovoc-termen

COM(2017)341	<i>informatiesysteem - strafblad - EU-lidstaat - justitiële samenwerking in strafzaken (EU) - politieke samenwerking (EU) - uitwisseling van informatie - Europees justitieel gebied</i>
COM(2017)344	<i>buitenlandse staatsburger - informatiesysteem - strafblad - EU-lidstaat - justitiële samenwerking in strafzaken (EU) - politieke samenwerking (EU) - uitwisseling van informatie - Europees justitieel gebied</i>
COM(2017)346	<i>migratie - Europese veiligheid - informatiesysteem - vreemdelingenrecht - persoonlijke gegevens - buitengrens van de EU - EU-instantie - uitwisseling van informatie - ruimte van vrijheid, veiligheid en rechtvaardigheid - Schengen-informatiesysteem</i>
COM(2017)352	<i>illegale migratie - Europese veiligheid - informatiesysteem - vreemdelingenrecht - persoonlijke gegeven - buitengrens van de EU - EU-instantie - uitwisseling van informatie - ruimte van vrijheid, veiligheid en rechtvaardigheid - Schengen-informatiesysteem</i>

¹¹ EUCO 8/17.

¹² CRABV 54 COM 543 van 23 november 2016, blz. 13.

Subsidiariteit

De termijn om een advies over de subsidiariteit van het verordeningvoorstel COM(2017)344 te formuleren, verstrijkt op **20 oktober 2017**.

De termijn om een advies over de subsidiariteit van het verordeningvoorstel COM(2017)352 te formuleren, verstrijkt op **23 oktober 2017**.

Redactie: *Katrien Joos, adjunct-adviseur – tel. 02 549 81 64 – 6 oktober 2017 – katrien.joos@dekamer.be*